Article réservé aux abonnés

# Avec 57 000 logements vides à Marseille, le collectif Réquisition manifeste sa colère

Par Theo BESSARD

Publié le 29/03/25 à 21:35

Un manifestant tente d'ouvrir un immeuble laissé vacant depuis 2018 au 80, rue de la République (2e).

/ Photo Theo Bessard

Marseille

## Avant la fin de la trêve hivernale, lundi 31 mars, plus de 500 personnes ont défilé dans le calme avant de tenter d'occuper l'un des nombreux immeubles vides de la rue de la République. À l'initiative de la marche entre la Porte d'Aix et le Vieux-Port, le collectif Réquisition en appelle au maire de Marseille pour loger les précaires.

La nostalgie pour Chirac refait surface. Alors que l'ancien président de la République et maire de Paris avait fait réquisitionner 800 logements en 1995 pour y loger des familles en difficulté dans la capitale, son action a fait des émules à Marseille.

À la veille de la fin de la trêve hivernale, ce lundi 31 mars, le collectif Réquisition, qui unit écologistes, LFI et plusieurs associations à gauche, a réuni plus de 500 personnes, samedi 29 mars, au cours d'une manifestation entre la Porte d'Aix et le Vieux-Port. Ils demandent la réquisition pour les mal logés d'au moins 17 000 logements tandis que Marseille comptait environ 16 000 personnes à la rue en 2024.

## Marseille "en première ligne face au mal logement"

En tête de cortège, l'adjoint (EELV) à la transition écologique, Sébastien Barles, ne fait pas mystère de ses intentions en manifestant : "*Nous demandons la création d'une nouvelle administration en charge de compter, inspecter, rénover et attribuer à ceux qui en ont besoin les 57 000 logements vides de Marseille. Une loi de 1945 a permis à Chirac de le faire, nous appelons le maire de Marseille à faire la même chose en usant de son pouvoir de police*", enjoint-il.

Dans un courrier envoyé au collectif le 21 février dernier, Benoît Payan répondait que "*la Société publique locale d'aménagement d'intérêt national (SPLA-IN) agit pour réhabiliter des biens immobiliers et leur cadre de vie. Près de 70 immeubles ont été acquis et une quarantaine d'immeubles du centre-ville sont cédés à la SPLA-IN pour être rénovés et transformés prioritairement en logements sociaux*". Mais pour Paola, qui fait partie du collectif ainsi que de LFI, "*la logique ne doit pas être comptable, mais plutôt politique. On ne peut pas attendre la fin de chantiers qui vont durer 10 ans voire plus. La priorité, c'est interpeller le maire, et que celui-ci interpelle l'État. Après tout, Marseille est en première ligne face au mal logement*", insiste-t-elle, tandis que 57 000 logements sont vides à Marseille, 40 000 depuis moins d'un an et 17 000 depuis plus de deux ans.

## Tentative de coup de force

Après la théorie, la pratique : une dizaine de manifestants ont tenté, après une dizaine de minutes de marche sur le boulevard des Dames (2e), de pénétrer le 80, rue de la République (2e) pour "*l'occuper temporairement*" selon plusieurs organisateurs.

En 2018, cet immeuble ainsi que d'autres avaient été la scène d'expulsions de locataires, laissés vides depuis, avec portes scellées, bas d'immeubles inoccupés et fenêtres cassées, donnant à cette portion un air de rue fantôme. "*C'est une aberration de voir des logements en bon état qui s'écroulent*", clame Hélène Froment, du collectif Un centre-ville pour tous, alors qu'un cordon de policiers empêche les manifestants d'avancer.

À ses côtés, Catherine, du collectif de soutien 59 Saint-Just (en référence à un squat évacué en 2020, NDLR) "*rêve d'un endroit chauffé et équipé d'une cuisine*" pour les jeunes mineurs isolés qu'elle accompagne. Christophe Oudelin, porte-parole du collectif Alternatiba, ajoute "*qu'en rénovant les bâtiments abandonnés avec des matériaux écologiques, on résoudrait en partie trois crises : celle du logement, la crise sociale et la crise climatique*", assure-t-il, tandis que le BTP représente 23 % des émissions de gaz à effet de serre à l'échelle nationale, d'après l'Agence de la transition écologique en Paca.